

Bulletin de veille

du 6 au 10 septembre 2021

Sélection d'articles et de rapports sur
la conjoncture, les grandes questions
macroéconomiques et des
secteurs stratégiques

Rexecode

Ce bulletin de veille hebdomadaire propose une sélection d'articles et de rapports sur la conjoncture et les questions macroéconomiques au niveau international, des grands pays et zones. Les questions de politique économique sont davantage développées pour la France.

Les références sont classées par grandes zones géographiques, par pays et selon les thèmes et secteurs suivants :

- Entreprises & secteurs
 - Energie & matières premières
 - Construction – immobilier
 - Industrie – Services
 - Télécommunications
 - Transport
 - Environnement

- Population
- Emploi
- Coût de la main-d'œuvre
- Questions sociales
- Savoir & innovation
- Finance
- Finances publiques
- Economie théorique & méthode

La plupart des documents référencés sont disponibles en ligne, en suivant le lien url affiché sous le résumé. Pour les documents payants, ce lien renvoie vers une synthèse.

Pour les ouvrages ou les documents payants, n'hésitez pas à nous contacter : un prêt ou l'envoi d'un extrait est (presque) toujours possible.

Pictogrammes spécifiques à certaines références :



ouvrage



article de presse



document ou source statistique



site internet

Perspectives mondiales à l'automne 2021 : un rattrapage hétérogène

TRESOR-ECO (Direction générale du Trésor) 2021, N°288, septembre, 12 p.

L'activité mondiale rebondirait nettement en 2021 grâce aux campagnes de vaccination et aux mesures de soutien budgétaires et monétaires. Les États-Unis rattraperaient dès 2021 le niveau d'activité de 2019 tandis que les pays européens le retrouveraient entre fin 2021 et fin 2022 selon les pays. Le commerce mondial rebondirait en 2021, soutenu par la reprise de l'activité mondiale et continueraient de croître en 2022. L'évolution de la situation sanitaire reste le principal aléa. - <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/tags/Tresor-Eco>

Where did it hit harder? The geography of excess mortality during the COVID-19 pandemic

OECD REGIONAL DEVELOPMENT PAPERS 2021, N.21, septembre, 33 p.

Ce document compare l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la santé des populations et tente d'identifier les facteurs à l'origine des écarts constatés. L'étude s'appuie sur le calcul de la surmortalité dans les pays et régions de l'OCDE (+ la Bulgarie, Malte et la Roumanie) en 2020.

La comptabilisation des décès au-dessus de la moyenne des décès survenus en 2018-2019 révèle une surmortalité moyenne de +14%, soit plus de 1,5 million de décès supplémentaires. L'écart de surmortalité entre le pays le plus et le moins touché est de 47 points. L'examen des données régionales révèle aussi de forts écarts : les régions les plus durement touchées ont en moyenne des taux de surmortalité de 17 points de pourcentage plus élevés que les régions les moins touchées du même pays (40, 60 et 90 points respectivement en Espagne, Mexique, Colombie). Les facteurs régionaux associés à une surmortalité plus élevée sont par ordre décroissant : la capacité du système de santé, la densité de population, la pollution de l'air, la part de la population âgée, la qualité institutionnelle. La confiance dans le gouvernement et la pollution de l'air ont montré des corrélations plus fortes avec la surmortalité dans les phases ultérieures de la pandémie. Le télétravail prolongé est également associé à une moindre surmortalité. - <https://dx.doi.org/10.1787/ab4848a4-en>

When will the COVID-19 pandemic end? August 2021 update

McKINSEY & COMPANY

2021, août, 9 p.

Cet article met à jour les perspectives sur le moment où la pandémie de coronavirus prendra fin afin de prendre en compte les dernières informations sur le déploiement des vaccins, le développement des variants et la progression de la maladie. Le variant Delta a inversé la transition vers la normalité d'abord au Royaume-Uni, puis aux États-Unis et ailleurs. L'expérience du Royaume-Uni suggère néanmoins qu'une fois qu'un pays a surmonté une vague de cas dus au variant, il peut être en mesure de reprendre la transition vers la normalité. Au-delà de cela, un point final épidémiologique plus réaliste pourrait arriver non pas avec l'immunité collective mais lorsque le COVID-19 pourra être géré comme une maladie endémique. Cet article est régulièrement mis à jour depuis la première édition de septembre 2020. - <https://www.mckinsey.com/industries/healthcare-systems-and-services/our-insights/when-will-the-covid-19-pandemic-end>

After-Effects of the COVID-19 Pandemic: Prospects for Medium-Term Economic Damage

IMF WORKING PAPER 2021, N.203, juillet, 23 p.

Ce document examine les effets persistants potentiels de la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale et les canaux par lesquels ils peuvent se produire. L'histoire suggère que les récessions profondes laissent souvent des cicatrices durables, en particulier pour la productivité. Cependant, l'instabilité financière, généralement associée à des cicatrices plus graves, a été jusqu'à présent largement évitée dans cette crise, des filets de sécurité devront être maintenus.

Ainsi, les pertes de production à moyen terme devraient être importantes quoique plus faibles qu'après la crise financière de 2008. En 2024, la production mondiale serait encore inférieure d'environ 3% au niveau attendu avec les projections pré-pandémiques. Elles varieraient d'un pays à l'autre, en fonction de la structure des économies et de l'ampleur de la réponse politique apportée à la crise. Les économies émergentes et en développement devraient subir plus de pertes durables que les économies avancées. - <http://www.imf.org/external/pubind.htm>

An Evaluation of World Economic Outlook Growth Forecasts, 2004–17

IMF WORKING PAPER 2021, N.216, août, 47 p.

Ce document examine la performance des prévisions de croissance des Perspectives de l'économie mondiale (WEO) pour 2004-17. Les prévisions de croissance du PIB réel à court terme au cours de cette période présentent peu de biais et leur exactitude est globalement similaire à celle des prévisions de Consensus Economics. En revanche, les prévisions de croissance du WEO à horizon de 2 à 5 ans ont tendance à être biaisées à la hausse et, dans près de la moitié des pays, moins précises qu'une prévision donnée par la simple prolongation du taux de croissance moyen dans un passé récent. L'analyse suggère qu'une utilisation plus efficace des informations disponibles sur les facteurs internes et externes, tels que l'écart de production estimé, les termes de l'échange projetés et les prévisions de croissance des principaux partenaires commerciaux, peut améliorer la précision des prévisions de croissance pour certaines économies. - <http://www.imf.org/external/pubind.htm>



Ramses 2022 - Au-delà du Covid

MONTBRIAL, Thierry de _ DAVID, Dominique

RAMSES : RAPPORT ANNUEL MONDIAL SUR LE SYSTEME ECONOMIQUE ET LES STRATEGIES, La Découverte, 2021, 375 p.

→ Dans cette édition :

- Sortir du Covid. Comment mesurer l'héritage direct de la crise sur nos sociétés : systèmes de santé, cohésion politique, économie, dettes...?
- La course à la puissance : Le temps du Covid a-t-il bouleversé la course à la puissance ? Quels éléments sont désormais déterminants : technologiques, financiers, militaires, culturels ?
- 30 ans après la chute, l'espace post-soviétique : 30 ans après l'effondrement de l'URSS, le régime politique et l'économie russes sont-ils stables ? - Accès public : <https://www.ifri.org/fr/publications/ramses/sommaires-de-ramses/ramses-2022-dela-covid>



L'économie mondiale 2022

Paris, La Découverte, 2021, 128 p.

"L'économie mondiale reste suspendue aux évolutions sanitaires de la pandémie de Covid-19, en quête d'un après que les réponses à la crise vont sérieusement modeler. Des impulsions décisives se font jour comme le plan Biden et l'amorce d'une refonte au niveau international de la fiscalité des entreprises. Verra-t-on pour autant la fin du dumping fiscal ? L'endettement public a très fortement augmenté. Saura-t-on le (di)gérer ? Le bon guidage de la politique économique de ces prochaines années sera crucial. Saura-t-on déployer les investissements publics nécessaires pour sortir de la stagnation séculaire ? C'est aux banques centrales aussi d'innover. Feront-elles l'économie de vieilles grilles de lecture, comme la fameuse courbe de Phillips ? Verdiront-elles suffisamment leur politique monétaire pour lutter contre le changement climatique ? Contiendront-elles l'essor des cryptomonnaies privées avec leurs projets de monnaie centrale numérique ?" - Accès public : https://www.editionsladecouverte.fr/l_economie_mondiale_2022-9782348069840

ZONES EMERGENTES

Debt Dynamics in Emerging and Developing Economies: Is R-G a Red Herring?

IMF WORKING PAPER 2021, N.229, septembre, 38 p.

Avec la crise de la COVID-19, les niveaux d'endettement des économies émergentes et en développement ont augmenté respectivement de 10 et 5 points de pourcentage, alors que la hausse de la dette était déjà une tendance de fond. L'endettement des pays émergents et en développement est désormais supérieur de 20-25 points à celui qui prévalait avant la crise de 2008, soulevant des inquiétudes sur la soutenabilité budgétaire.

Les auteurs examinent dans quelle mesure le maintien de taux d'intérêt inférieurs à la croissance économique peut être une garantie contre ce risque. L'examen d'un échantillon de 150 économies émergentes et en développement sur la période 1971-2018 montre que les différentiels taux d'intérêt/croissance sont restés relativement faibles, freinant l'augmentation de la dette. Mais quand les déficits publics sont persistants, le service de la dette a tendance à augmenter brutalement, en particulier dans les marchés émergents, et une crise budgétaire s'ensuit. Il est également prouvé qu'une grande partie de l'accumulation de dette autour des crises découle des effets de valorisation associés à la dette extérieure et à la matérialisation de passifs éventuels. Ces résultats soulignent que les faibles écarts de taux d'intérêt/croissance ne peuvent pas entièrement compenser les effets délétères d'importants déficits budgétaires, d'expositions au change ou de dettes cachées. - <http://www.imf.org/external/pubind.htm>

ETATS-UNIS

Does the Rise in Housing Prices Suggest a Housing Bubble? - If Prices Fall, Mortgage Foreclosures Will Rise

LIBERTY STREET ECONOMICS [Federal Reserve Bank of New York] 2021, 8 septembre, multip., en ligne

Les prix des logements ont augmenté rapidement au cours de la pandémie, augmentant même plus vite que le rythme atteint avant la crise financière de 2007 et la récession qui a suivi. Ce billet de blog s'interroge sur le risque qu'une nouvelle bulle immobilière se développe. Il fournit un aperçu de la récente hausse des prix des logements en la ventilant géographiquement, avec une comparaison avec la bulle d'avant 2007.

Le second article examine les risques potentiels pour la stabilité financière en comparant l'encours actuel de la dette hypothécaire à la période précédant la crise financière et en prévoyant les défaillances en cas de baisse des prix. - <https://libertystreeteconomics.newyorkfed.org/2021/09/does-the-rise-in-housing-prices-suggest-a-housing-bubble/>

UNION EUROPEENNE

Etudes économiques de l'Ocde : Union européenne

2021, N.2021/12, septembre, 127 p.

Cette étude biennale s'attache aux politiques économiques relevant de l'Union. Elle examine notamment la politique de concurrence, l'intégration des marchés financiers, la réglementation communautaire, la politique agricole et tarifaire, la politique de cohésion régionale, les actions en faveur de la mobilité internationale des travailleurs européen, etc.

→ Dans cette édition, une attention particulière est portée au plan de relance post-Covid *Next Generation UE* ainsi qu'à la politique climatique et environnementale.

→ Thème spécial : réduire les inégalités et améliorer la convergence régionale en refondant les politiques de cohésion et de développement rural pour qu'elles gagnent en efficacité, notamment en soutenant plus efficacement l'innovation. A noter un encadré présentant une simulation des effets économiques de l'accord commercial conclu entre l'UE et le Royaume-Uni (synthèse d'un document de travail à paraître).

<http://www.sourceOCDE.org/periodique/etudeseconomiquesocde> - Accès public : <http://www.oecd.org/eco/etudes/>

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE

Zone Euro 2021

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE : ZONE EURO 2021, N. 2021/13, septembre, 103 p.

Étude biennale sur l'économie de la zone euro dans son ensemble : grands enjeux économiques, perspectives à court terme et recommandations de politique économique.

→ Dans cette édition : la crise sanitaire, la réaction des pouvoirs publics, les réformes structurelles à mettre en oeuvre pour une reprise durable.

→ Sujet spécial : Favoriser la convergence conjoncturelle dans la zone euro

<http://www.sourceOCDE.org/periodique/etudeseconomiquesocde> - Accès public : <http://www.oecd.org/eco/etudes/>

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE _ QUESTIONS SOCIALES

Social protection and inclusion policy responses to the COVID-19 crisis: An analysis of policies in 35 countries

COMMISSION EUROPEENNE

2021, septembre, 195 p.

Description et première estimation du coût et de l'efficacité des principales mesures mises en oeuvre dans 35 pays européens membres du *European Social Policy Network* pour limiter l'impact démographique, économique et social de la pandémie de Covid-19. Ces mesures d'urgence, dont certaines auraient semblé impossibles un an auparavant, ont permis d'éviter une crise sociale massive. Mais la crise a révélé les faiblesses et les lacunes des politiques existantes en matière de protection sociale et d'inclusion, or ces mesures d'urgence ont un potentiel de transformation limité. Le rapport propose une série d'actions et réformes structurelles dans l'ensemble des domaines de la politique et de la protection sociales au niveau national et/ou européen.

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=89&newsId=10065&furtherNews=yes>

Eurosystem staff macroeconomic projections for the euro area / Projections économiques pour la zone euro établies par les services de l'Eurosystème

Banque centrale européenne 2021, septembre, 22 p

Prévisions économiques de l'Eurosystème pour la zone euro (croissance du PIB réel, évolution des prix et des coûts) après avoir exposé les hypothèses de taux d'intérêt, de taux de change, et d'environnement international sur lesquelles elles se basent. Un encadré compare ces prévisions avec celles de la Commission, du FMI, de l'OCDE, du Consensus économique et d'autres instituts. Ces prévisions sont publiées deux fois par an (juin et décembre) en alternance avec les projections des services de la BCE (mars, septembre).

→ Voir aussi : *Projections macroéconomiques pour la zone euro établies par les services de la BCE*

<https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/le-bulletin-economique-de-la-bce>

Does one (unconventional) size fit all? Effects of the ECB's unconventional monetary policies on the euro area economies

PAGLIARI, Maria Sole

DOCUMENT DE TRAVAIL (Banque de France) 2021, N°829, septembre, 73 p.

Le document vise à évaluer l'impact macroéconomique des politiques monétaires non conventionnelles (PMNC) que la BCE a mises en place dans la zone euro après la crise financière de 2007. L'importance relative des principaux canaux de transmission de ces mesures a changé au fil du temps, avec une forte hétérogénéité entre les économies centrales et périphériques, ainsi que dans le temps.

Les auteurs modélisent les PMNC en tenant compte de cette hétérogénéité, et montrent au moyen d'expériences contrefactuelles qu'une position différente de la BCE aurait conduit à une performance économique significativement différente des économies de la zone euro. Par exemple, si la BCE n'avait pas mis en place les mesures adoptées entre 2014 et 2017, la croissance de la production aurait été, en moyenne, inférieure de 0,67 point de pourcentage dans les pays périphériques. - <https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/documents-de-travail>

ALLEMAGNE

The current economic situation in Germany

DEUTSCHE BUNDESBANK MONTHLY REPORT 2021, août, pp. 5-

Point de conjoncture et prévisions à court terme pour l'économie allemande. Seule la synthèse est disponible en anglais : version complète en allemand

<https://www.bundesbank.de/de/publikationen/berichte/monatsberichte>

A paraître ultérieurement en anglais <https://www.bundesbank.de/en/publications/reports/monthly-reports>

More incentives and opportunities instead of more redistribution

FOCUS GERMANY (Deutsche Bank Research) 2021, septembre, 19 p.

Les conséquences de la pandémie de Covid-19, les politiques climatiques ambitieuses, les taux d'intérêt négatifs persistants et les achats de titres à grande échelle par la BCE soulèvent de plus en plus la question d'une répartition équitable. Les décideurs politiques ont tendance à se concentrer sur les symptômes afin d'apaiser leurs électeurs. Ce faisant, ils négligent souvent les causes profondes.

Le degré d'inégalité n'a pas changé ces dernières années en Allemagne. Des mesures ciblées pourraient contribuer à créer des opportunités pour les individus et à accroître l'indépendance sociale et économique. L'éducation est la clé et les transferts sociaux complémentaires doivent devenir plus efficaces : le système de transferts sociaux devrait être rationalisé afin de pouvoir compléter plus efficacement le revenu primaire lorsque les gains salariaux résultant de la croissance de la productivité s'avèrent impossibles.

https://www.dbresearch.com/PROD/RPS_EN/HIDDEN_GLOBAL_SEARCH.alias

ESPAGNE

Espagne – Premiers pas vers une réforme des retraites

BRUNELLO, Ticiano

PERSPECTIVES (Crédit Agricole) 2021, N°290, septembre, 3 p.

Le gouvernement espagnol a approuvé le premier volet de la réforme des retraites sous la forme d'un projet de loi, qui sera discuté au Congrès en septembre. La réforme des retraites consistera en une série de mesures qui affecteront pleinement les prestations de la Sécurité sociale. Si le gouvernement parvient à un accord avec les groupes d'opposition, le texte entrera en vigueur le 1er janvier 2022. L'objectif est de garantir la durabilité d'un système fragile depuis un certain temps et qui fait l'objet de débats non seulement au niveau national, mais aussi à Bruxelles, où ces réformes sont nécessaires pour les débloquages des fonds NGEU.

<https://etudes-economiques.credit-agricole.com/Publication/2021-Septembre/Espagne-Premiers-pas-vers-une-reforme-des-retraites>

FRANCE

L'économie passe la quatrième vague

POINT DE CONJONCTURE (Insee) 2021, 7 septembre, 23 p.

Pour la première fois depuis le début de la crise sanitaire, l'intensification de la circulation du virus n'a pas provoqué de recul marqué de l'activité économique. La poursuite de la reprise, conjuguée à un premier semestre un peu moins défavorable qu'estimé précédemment, pourrait entraîner une croissance légèrement supérieure à 6 % en 2021. -

<https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=119>

L'impact de la crise du Covid-19 sur la situation financière des entreprises et des ménages en juillet 2021

BANQUE DE FRANCE

2021, 7 septembre, 5 p.

La note met à jour chaque mois la "photographie" de la situation financière des ménages et des entreprises à partir des statistiques monétaires et financières mensuelles de la Banque de France.

- Sur les sept premiers mois de l'année, les flux de dette brute des entreprises augmentent de 6 milliards d'euros et les flux de trésorerie de 9 milliards d'euros. L'encours de dette nette des SNF (calculé comme la différence entre les encours de dette brute et de trésorerie) diminue ainsi de 3 milliards d'euros. Entre décembre 2019 et juillet 2021, il est quasi stable, aux alentours de 995 milliards d'euros.

- De janvier à juillet 2021, le cumul du total des flux nets de placements financiers des ménages est estimé à 146 milliards d'euros et reste sur tendance très supérieure à celle qui prévalait avant la crise Covid. L'épargne financière, c'est-à-dire la différence entre les flux nets de placements financiers et les flux nets de dettes s'établit à 96 milliards d'euros sur 7 mois, à comparer à 120 milliards sur les 7 premiers mois de 2020 et 40 milliards sur la même période de 2019.

- En cumul, entre le premier trimestre 2020 et le deuxième trimestre 2021, le surplus d'épargne financière des ménages, calculé comme la différence entre les flux d'épargne financière observés et les flux qu'on aurait obtenus en prolongeant la tendance pré-Covid, serait de 157 milliards d'euros après 111 milliards d'euros à fin 2020. -

<https://www.banque-france.fr/communiquede-pressel/impact-de-la-crise-du-covid-19-sur-la-situation-financiere-des-menages-et-des-entreprises>



L'économie française 2022

OFCE

Paris, La Découverte, 2021, 128 p.

"L'édition 2022 présente l'état de la conjoncture, les principales tendances et les grands problèmes contemporains. Elle apporte une analyse inédite de la crise de la Covid-19. Le gouvernement doit-il proposer un nouveau plan de relance ? Quels besoins d'intervention additionnels sont nécessaires pour accélérer la sortie de crise ? Le "quoi qu'il en coûte" a-t-il préservé le revenu de tous les agents privés, entreprises et ménages ? Quelle réforme est possible pour notre régime de retraite ? Quelles conséquences doit-on attendre de la réforme de l'assurance chômage et quelles sont les différences avec celle figurant dans le programme du candidat Macron ?" - Accès public : https://www.editionsdecouverte.fr/l_economie_francaise_2022-9782348069819

FRANCE _ ENTREPRISE & SECTEURS

Conjoncture et prévisions pour l'entreprise

XERFI PREVISIS

FRELAT, Laurent _ ROBIOLLE, Jérémy

2021, N°266, septembre, 55 p.

Eléments de prévisions sur la situation et l'environnement des entreprises. Conjoncture et prévisions à court terme pour la France avec des éclairages sectoriels (industrie manufacturière, industries alimentaires, automobile, commerce de détail, TP, transports, hôtellerie-restauration). Egalement des prévisions succinctes sur quelques pays de la zone euro et du reste du monde. - Accès public : <http://www.xerfi.com/nos-produits/Xerfi-Previsis>

Historique de la politique du médicament en France

IRDES

2021, septembre, 211 p.

Dossier documentaire sur la réglementation et la régulation du médicament en France (historique, source d'information et bibliographie) - <http://www.irdes.fr/documentation/syntheses-et-dossiers-bibliographiques.html>

FRANCE _ CONSTRUCTION & IMMOBILIER

Quartiers d'affaires et bureaux dans la ville post-covid

CAHIERS DE LA CHAIRE IMMOBILIER ET DEVELOPPEMENT DURABLE (ESSEC) 2021, N°8, septembre, 182 p.

Ce dossier réunit une vingtaine de contributions d'universitaires et d'acteurs de l'immobilier pour dresser un état des lieux, un an et demi après le déclenchement de la pandémie de Covid-19, de ses effets sur le devenir des bureaux et des quartiers d'affaires, dans un contexte de recours massif au télétravail. - <http://chaire-immobilier-developpement-durable.essec.edu/recherches-et-publications/les-cahiers-de-la-chaire>

Logement social : les enjeux du modèle français

INSTITUT POUR L'INNOVATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

BOSVIEUX, Jean _ COLOOS, Bernard

2021, septembre, 256 p.

Panorama du logement social "à la française", de ses points forts et de ses faiblesses. Les auteurs proposent des pistes pour répondre aux défis auxquels le parc locatif social français est confronté : "loger de plus en plus de pauvres, tout en restant ouvert au plus grand nombre et en étant attentif à la préservation de la mixité sociale ; améliorer l'efficacité de la gestion des organismes, de façon à accroître leur capacité d'autofinancement ; restructurer le tissu de ces mêmes organismes, dans le but notamment de favoriser des choix d'investissements plus pertinents, tout en restant à l'écoute des collectivités territoriales ; participer à la régulation des marchés du logement, tout en augmentant considérablement le volume des ventes". - <https://2ies.fr/publication/logement-social-les-enjeux-du-modele-social-francais>

FRANCE _ INDUSTRIE

À la recherche de la résilience industrielle. Les pouvoirs publics face à la crise

BELLIT, Sonia

LES NOTES DE LA FABRIQUE (Fabrique de l'Industrie) 2021, septembre, 115 p.

La Fabrique de l'industrie analyse les différentes politiques publiques mises en oeuvre (notamment chômage partiel, accords de performance collective) pour limiter les dommages de la crise sanitaire due au Covid-19 sur l'économie en général et l'industrie en particulier. Le rapport montre également comment la crise a réaffirmé le rôle de la politique industrielle : soutien de l'Etat à l'investissement (encouragement à la création de fonds visant à renforcer les fonds propres des entreprises industrielles, prises de participation dans les secteurs les plus sinistrés), à l'innovation (programmes verticaux de R&D à forte composante industrielle et technologique) et même aux relocalisations d'activités industrielles. - <https://www.la-fabrique.fr/fr/publication/a-la-recherche-de-la-resilience-industrielle-les-pouvoirs-publics-face-a-la-crise-2/>

FRANCE _ EMPLOI

L'emploi : moteur de la transformation bas carbone - Rapport intermédiaire

THE SHIFT PROJECT

SALEMAN, Yannick _ MARTIN, Vinciane

2021, septembre, 136 p.

Ce rapport présente les évolutions envisagées secteur par secteur dans le cadre du Plan de transformation de l'économie française, et les leviers à actionner pour anticiper et accompagner ces changements : quelle main d'oeuvre sera nécessaire pour la décarbonation, comment sera-t-elle allouée, comment adapter les compétences et piloter ces transformations ? Il propose également une étude de cas approfondie sur la région des Hauts-de-France, qui présente "un contexte territorial particulier entre déclin industriel et grandes ambitions pour la décarbonation et l'emploi". Le rapport final est prévu fin 2021 - <https://theshiftproject.org/article/rapport-emploi-moteur-transformation-bas-carbone-7-septembre-2021/>

FRANCE _ QUESTIONS SOCIALES

Pour une réforme des retraites qui réponde aux enjeux français – Compétitivité, emploi, innovation avec la capitalisation pour tous

INSTITUT MOLINARI _ CROISSANCE PLUS

2021, septembre, 89 p.

L'étude montre que le déséquilibre des retraites représente 2,8% du PIB par an en 2020, bien au-delà du déficit de 0,6% du PIB indiqué par le COR, et que la France souffre d'un manque de compétitivité lié au financement particulièrement coûteux des retraites. Les auteurs préconisent de :

- mettre en place une capitalisation collective pour tous les salariés du privé, sur le modèle de ce qui existe dans la fonction publique avec l'ERAFP.
- Sécuriser et préserver la répartition, en garantissant la pérennité des réserves, améliorant le cumul emploi retraite et mettant fin au processus de rapprochement forcé des caisses de retraite.
- Améliorer la loi PACTE et l'attractivité des plans d'épargne retraite en allégeant la fiscalité. En annexe, trois scénarios de montée en puissance de la capitalisation. - <https://www.institutmolinari.org/2021/09/05/pour-une-reforme-des-retraites-qui-reponde-aux-enjeux-francais-competitivite-emploi-innovation-avec-la-capitalisation-pour-tous/>

FRANCE _ FINANCE

Baisse du PIB 2020 dans le monde : l'incidence relative des restrictions sanitaires, de la réactivité des agents économiques publics et privés, et de la spécialisation sectorielle

CHATELAIS, Nicolas

BULLETIN DE LA BANQUE DE FRANCE 2021, N°237-2, septembre, 13 p.

L'intensité de l'épidémie (mesurée par le nombre de personnes atteintes par le virus ou décédées des suites de la maladie) n'explique qu'une faible part du choc sur le PIB des grandes économies en 2020. La moitié du choc résulte de l'ampleur des réactions à la fois des pouvoirs publics en matière de restrictions sanitaires et des agents économiques privés. L'autre moitié s'explique par la spécialisation sectorielle (part du tourisme essentiellement, niveau de développement technologique), la situation démographique, sociale et économique d'avant crise et par l'impact du stimulus fiscal mis en place en 2020.

Dans les pays où le choix de la stratégie de "quarantaine contrôlée" a été fait, avec pour objectif de contenir strictement la pandémie, plutôt que de "vivre avec", la baisse du PIB semble avoir été moindre. Au final, le choc sur le PIB de 2020 a été moins fort aux Etats-Unis qu'en Europe. Au moins 80% de l'écart s'explique par des facteurs non budgétaires. Les contraintes sur l'activité liées à la lutte contre la pandémie, plus fortes en Europe et plus particulièrement en France, en Italie et en Espagne, expliqueraient plus de 40% de la divergence avec les Etats-Unis. Ce facteur a été amplifié par la différence de spécialisation sectorielle (exposition au tourisme). - <https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/le-bulletin-de-la-banque-de-france>

Les organismes de placement collectif français se sont montrés très résilients face à la crise en 2020

PONSART, Maxime _ LE GOFF, Jean-Luc

[BULLETIN DE LA BANQUE DE FRANCE 2021, N°237-1, septembre, 11 p.](#)

En 2020, malgré un contexte de crise, les encours sous gestion des organismes de placement collectif (OPC) français et européens ont augmenté. En particulier, l'année est historique pour les fonds monétaires, grâce à une collecte exceptionnelle : +25 % pour la France et 14% pour la zone euro. Sur dix ans, les évolutions sont différenciées pour les deux familles d'OPC (monétaires et non monétaires), que ce soit en matière d'investisseurs, de composition de portefeuille ou de structure de marché. - <https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/le-bulletin-de-la-banque-de-france>

Rapport annuel sur l'épargne réglementée 2020

[RAPPORT ANNUEL SUR L'EPARGNE REGLEMENTEE \(Banque de France\) 2021, septembre, 87 p.](#)

Bilan de la collecte du livret A : suivi de la collecte et plus généralement des placements financiers des ménages, détention et encours des livrets A, utilisation des ressources d'épargne collectées, notamment pour le financement du logement social, de la politique de la ville et des PME. Egalement des comparaisons européennes de l'épargne et du financement du logement social. Le rapport 2020 présente pour la 1ère fois une mesure des encours de prêts destinés à la transition énergétique ou à la réduction de l'empreinte climatique, ainsi qu'à l'économie sociale et solidaire. - <https://publications.banque-france.fr/rapport-annuel-sur-lepargne-reglementee-2020>

FRANCE _ FINANCES PUBLIQUES

Les dépenses publiques pendant la crise et le bilan opérationnel de leur utilisation

[COMMUNICATION DE LA COUR DES COMPTES 2021, juillet, 194 p., publié en septembre](#)

La crise du Covid-19 et ses conséquences économiques et sociales ont induit une forte hausse des dépenses publiques (61,8 % du PIB en 2020, contre 55,4 % en 2019). La Cour des comptes analyse l'évolution de ces dépenses, résultant ou non de la crise sanitaire. La Cour estime que les dispositifs mis en oeuvre pour lutter contre la crise sanitaire (dépenses de santé, soutien aux entreprises et aux ménages) ont globalement atteint leurs objectifs à court terme, mais ont pu conduire à des effets d'aubaine et des risques de fraude, ce qui justifie le retour à des mesures plus ciblées.

"Au-delà de 2021, qui verra encore se poursuivre la hausse des dépenses sous l'effet de la prolongation de la crise sanitaire, du plan de relance et de mesures pérennes d'augmentation des dépenses ("Séguir de la santé" notamment), la Cour souligne la nécessité d'infléchir le rythme d'évolution des dépenses publiques et appelle à mettre en extinction progressive les dispositifs de crise en soutien aux entreprises et aux ménages".

→ *Rapport d'enquête commandé par la Commission des finances de l'Assemblée nationale*

<https://www.ccomptes.fr/fr>

Réformes fiscales et faisabilité politique

BOYER, Pierre _ BIERBRAUER, Felix _ LONSDALE, Andrew _ PEICHL, Andreas

[NOTES DE L'IPP \(Institut des politiques publiques\) 2021, N°74, septembre, 8 p.](#)

Les auteurs montrent que les réformes fiscales dites "monotones" - des réformes telles que les modifications des charges fiscales individuelles sont plus importantes pour les contribuables aux revenus plus élevés - sont particulièrement intéressantes tant d'un point de vue théorique que pratique. La grande majorité des réformes de l'impôt sur le revenu observées dans le passé ont été "monotones", comme le montre une analyse descriptive des réformes fiscales historiques dans les pays de l'OCDE (avec une attention particulière accordée à la France), ainsi qu'une analyse approfondie par microsimulation des principales réformes passées du système fiscal américain. D'un point de vue théorique, si une réforme est "monotone", alors une majorité de la population sera en faveur de la politique si et seulement si l'électeur au revenu médian fait partie de ses bénéficiaires, ce qui permet d'étudier la faisabilité politique d'une réforme fiscale. - <https://www.ipp.eu/publications/notes-ipp/>

Les finances des collectivités locales en 2021 selon leurs budgets primitifs

[BIS : BULLETIN D'INFORMATIONS STATISTIQUES DE LA DGCL 2021, N°158, septembre, 8 p.](#)

L'étude fait le bilan des dépenses et des recettes des collectivités locales. Elle détaille les évolutions de dépenses d'investissement et de fonctionnement des collectivités selon leur taille et la nature des dépenses.

→ *Tableau complémentaire excel téléchargeable.*

- <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/bulletin-dinformation-statistique-bis-de-la-dgcl>

FRANCE _ ECONOMIE THEORIQUE & METHODE

Le PIB et la croissance potentiels : définition et enjeux pour les finances publiques

CANIVENC, Cyprien _ REDOULES, Olivier

NOTE METHODOLOGIQUE (Haut Conseil des Finances Publiques) 2021, N°2021-01, septembre, 16 p.

Cette note méthodologique présente les notions de PIB et de croissance potentiels et leur application dans le cas de la France. - <https://www.hcftp.fr/notes-methodologiques/macro-economie>

ENTREPRISE & SECTEURS

Renforcer la résilience économique après la crise du COVID-19: Une analyse sous l'angle des entreprises et des secteurs

OCDE

2021, juillet-septembre, 175 p. (version abrégée 26 p.)

Ce rapport cherche à identifier, au niveau des entreprises et des secteurs, les facteurs qui déterminent la capacité de résistance et de résilience des économies face aux chocs économiques et aux crises, en particulier celle de la COVID-19 (grâce à la collecte de données récentes). Après avoir examiné les spécificités de la crise sanitaire et des mesures déployées pour y répondre (restrictions de la mobilité et aides aux entreprises pour en limiter l'impact), le rapport examine les caractéristiques clés déterminant la capacité des entreprises, des travailleurs et des consommateurs à maintenir la production, l'emploi et la consommation pendant et après la pandémie.

Des chapitres examinent en détail le rôle joué par : (1) la dynamique des entreprises et la vulnérabilité financière, (2) les gains de productivité associés aux technologies numériques, (3) les interdépendances au niveau sectoriel et international, (4) l'impact par genres et groupes de compétences.

Sur la base de ces analyses, le rapport identifie les mesures de politique économique les plus pertinentes.

En encadré : questions méthodologiques sur la collecte et l'exploitation des données de la crise Covid

En annexe: tableau de bord sectoriel des facteurs de résistance, structure sectorielle par pays, exemples de mesures de soutien (utilisation par pays) - https://www.oecd-ilibrary.org/fr/industry-and-services/renforcer-la-resilience-economique-apres-la-crise-du-covid-19-version-abregee_8f708af6-fr

Global Corporate Stress Tests—Impact of the COVID-19 Pandemic and Policy Responses

IMF WORKING PAPER 2021, N.212, août, 54 p.

Ce document présente une évaluation de la capacité de résistance d'un échantillon d'environ 17.000 entreprises cotées en bourse de 24 pays avancés et émergents, face aux chocs induits par la pandémie de COVID-19. Des stress tests permettent d'évaluer l'impact des chocs sur la capacité des entreprises à honorer le service de leur dette, et sur leurs positions de liquidité et de solvabilité.

En appliquant le scénario de référence et les scénarios défavorables du *World Economic Outlook* et du *Global Financial Stability Report* d'octobre 2020 à horizon 2022, les auteurs constatent qu'une grande partie des entreprises cotées en bourse deviennent vulnérables et que les besoins d'emprunt supplémentaires pour surmonter les déficits de trésorerie sont importants, les réponses comportementales des entreprises aidant considérablement à surmonter l'impact du choc à court terme.

La situation financière des entreprises s'améliore après le choc initial sur les bénéfices, mais les besoins de liquidités restent importants dans de nombreuses entreprises dans l'ensemble des pays et secteurs, tandis que les insolvabilités augmentent avec le temps dans des secteurs spécifiques. Les besoins de liquidités des entreprises viables (une méthode est proposée pour les distinguer) restent importants au-delà de 2020, les besoins de restructuration de la dette à moyen terme et les liquidations d'entreprises peuvent être substantiels à moyen terme.

<http://www.imf.org/external/pubind.htm>

ENERGIE & MATIERES PREMIERES

OIES Oil Monthly

OXFORD INSTITUTE FOR ENERGY STUDIES

2021, n°7, septembre, 33 p.

Publication mensuelle présentant les perspectives à court terme du marché pétrolier. La prévision de référence pour le Brent est peu modifiée, à 68,9 \$/b en 2021 et 70,7 \$/b en 2022. En l'absence de toute mauvaise surprise liée principalement aux risques liés à la demande, les prix du pétrole devraient se maintenir au-dessus de 70 \$/b jusqu'à la fin de l'année 2021.

L'article spécial porte sur la demande de pétrole en Inde. - <https://www.oxfordenergy.org/publications/>

Géoéconomie des chaînes de valeur : les matières premières minérales de la filière batterie

ETUDES - IFRI 2021, août

Les ressources minérales jouent un rôle essentiel dans la fabrication des technologies bas carbone et digitales. Leur déploiement accéléré et à grande échelle provoque un changement de paradigme géopolitique lié aux matières premières minérales. Le cobalt, le lithium, le nickel, le manganèse ou le graphite viennent désormais compléter les enjeux géopolitiques traditionnellement accaparés par les matières premières comme le pétrole ou le gaz.

Ces ressources minérales sont généralement très concentrées, tant au niveau de la production que du raffinage. Les normes environnementales et sociétales, notamment celles liées à l'extraction minière et au recyclage sont également en passe de devenir un enjeu clé de politique environnementale et industrielle.

Alors que les pays disposant de matières premières veulent monter en puissance sur les chaînes de valeur de produits bas carbone (comme l'Indonésie), et que la Chine a su développer une position dominante, c'est l'ensemble de la compétition pour ces mêmes chaînes de valeur qui doit être considérée par les Européens en termes de capacité à sécuriser les approvisionnements en matières premières, composants ou batteries, mais également à imposer des normes qui permettent à l'industrie européenne de se développer, de s'imposer et de produire de manière responsable. - <https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/geoeconomie-chaines-de-matieres-premieres-minerales-de-filiere-batterie>

ENVIRONNEMENT

Climate Ambition Beyond Emission Numbers - Taking stock of progress by looking inside countries and sectors

INSTITUT DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES RELATIONS INTERNATIONALES (IDDRI)

2021, septembre, 204 p.

Ce rapport a pour objectif d'analyser en profondeur les trajectoires d'émissions, en examinant les conditions de faisabilité multidimensionnelles - techniques, économiques, politiques, sociales et institutionnelles - qui permettront la transformation profonde et systémique requise pour atteindre l'objectif de long terme de décarbonation des économies fixé par l'Accord de Paris sur le climat.

Le rapport est constitué de 26 chapitres Pays et de trois chapitres Secteurs. Les chapitres Pays décrivent les évolutions récentes des discours nationaux sur l'ambition climatique, la politique climatique nationale, la gouvernance nationale et les politiques et actions concrètes ayant un effet significatif sur les émissions de GES. Les chapitres Secteurs portent sur les transports, l'industrie, et l'agriculture/forêt, des secteurs généralement considérés comme difficiles à décarboner.

<https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/rapport/lambition-climatique-au-dela-des-chiffres-demissions-de-ges>

SAVOIR & INNOVATION

Corporate effective tax rates for R&D: The case of expenditure-based R&D tax incentives

OECD TAXATION WORKING PAPERS 2021, N.66, juillet, 66 p.

Ce document présente une méthode de calcul appliquée à 48 pays de l'OCDE pour mesurer la générosité et l'effet des incitations fiscales sur le volume et la localisation des dépenses en R&D des grandes entreprises rentables (qui représentent l'essentiel de l'investissement en R&D).

En 2019, les incitations fiscales à la R&D réduisent le coût du capital en moyenne de 3,5 points de pourcentage et les taux effectifs d'imposition de 8,8 points en moyenne dans les pays de l'OCDE qui proposent des incitations fiscales en faveur de la R&D. La comparaison internationale des deux indicateurs montre que certains pays offrent des incitations plus importantes à la (re)localisation de la R&D, tandis que d'autres incitent davantage les entreprises existantes qui mènent déjà des activités de R&D dans le pays à accroître leurs investissements en R&D.

<https://dx.doi.org/10.1787/ff9a104f-en>

QUESTIONS SOCIALES

Pension Reforms in Europe: How Far Have We Come and Gone?

DEPARTMENTAL PAPER (Fonds Monétaire International) 2021, N.2021/16, septembre, 93 p.

Bilan des réformes des systèmes de retraite menées dans les pays européens depuis plusieurs. Une nouvelle mesure (mesure de proportionnalité) est présentée visant à estimer l'équilibre entre contributions et pensions ainsi que l'équité entre générations.

Dans la plupart des pays, des efforts supplémentaires s'avèrent nécessaires pour assurer la viabilité à long terme des systèmes de retraite. Les réformes ont relevé l'âge de la retraite, rationalisé les droits aux prestations et aplati le profil des projections de dépenses de retraite. Pourtant, dans de nombreux pays, les dépenses et les déficits de retraite devraient augmenter et rester à des niveaux élevés pendant les décennies à venir avec le vieillissement des populations. Les retraités actuels reçoivent des prestations qui dépassent de plus du double leurs cotisations sur une vie. Les premières réformes ont réduit ce ratio à près de 1,5 pour les jeunes générations, soit la moitié du chemin vers la durabilité à long terme. Les réformes plus récentes ont abouti à un ratio d'environ 1,7 pour les jeunes générations en 2021. Les indispensables réformes futures devront éviter comme les précédentes de creuser les inégalités entre générations. La crise Covid amène quant à elle une pression supplémentaire sur les systèmes de pension. -

<https://www.imf.org/en/Publications/Departmental-Papers-Policy-Papers/>

FINANCE

L'Europe s'en sort

ARTUS, Patrick

PREVISIONS FINANCIERES (Natixis) 2021, septembre, 29 p.

Prévisions Natixis pour les marchés financiers, monétaires, obligataires et les taux de change, assorties de recommandations aux investisseurs.

→ Les tableaux de prévisions, auparavant séparés, ont été intégrés dans le document.

- Accès public : <https://research.natixis.com/GlobalResearchWeb/main/globalresearch/page?code=RESEARCH>

ECONOMIE THEORIQUE & METHODE

An Evaluation of World Economic Outlook Growth Forecasts, 2004–17

IMF WORKING PAPER 2021, N.216, août, 47 p.

Ce document examine la performance des prévisions de croissance des Perspectives de l'économie mondiale (WEO) pour 2004-17. Les prévisions de croissance du PIB réel à court terme au cours de cette période présentent peu de biais et leur exactitude est globalement similaire à celle des prévisions de Consensus Economics. En revanche, les prévisions de croissance du WEO à horizon de 2 à 5 ans ont tendance à être biaisées à la hausse et, dans près de la moitié des pays, moins précises qu'une prévision donnée par la simple prolongation du taux de croissance moyen dans un passé récent.

L'analyse suggère qu'une utilisation plus efficace des informations disponibles sur les facteurs internes et externes, tels que l'écart de production estimé, les termes de l'échange projetés et les prévisions de croissance des principaux partenaires commerciaux, peut améliorer la précision des prévisions de croissance pour certaines économies. -

<http://www.imf.org/external/pubind.htm>

Document réservé aux adhérents de Rexecode

Pour recevoir une alerte à chaque parution [Cliquer ici](#)

Rexecode